

Subsides

M. Clark: J'entends un député d'en face mettre cette affirmation en doute. Je demande à ces députés de retourner à Sarnia ou à Scarborough ou à Ottawa-Centre, d'y tenir une audience publique et de demander à leurs propres électeurs ce qu'ils pensent du budget. J'insiste pour qu'ils le fassent.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Ce budget est non seulement mauvais, mais il incite les Canadiens à envisager de tricher, et c'est bien souvent la première fois de leur vie qu'ils y songent. Les Canadiens en ont témoigné devant notre comité. Ils ont dit que le gouvernement ignore les règles qui nous régissent tous. «Si mon gouvernement se fiche des lois, dit-on, pourquoi devrais-je les respecter?» Voilà le genre de question que se posent les Canadiens d'un bout à l'autre du pays. On ne s'attaque pas seulement à l'économie canadienne, mais bien aux valeurs canadiennes, et cette attaque a été suscitée directement par le budget du ministre des Finances.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Il y a aussi la question de la représentation. Que représente le Parlement, de qui le gouvernement tient-il son mandat? Je me rappelle très précisément la campagne électorale de février 1980. Je ne me souviens pas que beaucoup de députés libéraux aient proposé ces changements qui touchent quelque 13 millions de Canadiens qui souscrivent de l'assurance. Que je sache, aucun des porte-parole libéraux n'a proposé l'une quelconque des mesures retenues dans le budget, lorsqu'ils sollicitaient l'appui du peuple canadien. La raison en est bien simple. S'ils avaient révélé alors ce qu'ils avaient l'intention de présenter comme mesures législatives, ils n'auraient jamais été portés au pouvoir. S'ils osaient aujourd'hui consulter l'électorat en déclenchant des élections générales, ils seraient abjectement défaits avec leur budget.

Des voix: Dehors, dehors!

M. Clark: J'invite le ministre des Finances à tenir des audiences publiques dans sa propre circonscription—et s'il ne le fait pas, je le ferai pour lui . . .

Des voix: Bravo!

M. Clark: . . . afin que ses commettants puissent dire franchement ce qu'ils pensent d'un budget qui bloque leur avenir, qui leur enlève leur emploi, qui anéantit leurs projets de sécurité, qui les empêche de tirer des plans et de se débrouiller.

Ce budget n'est pas seulement mauvais au point de vue économique et moral; il met sérieusement en doute le régime démocratique dans notre pays. C'est un budget pour lequel le gouvernement n'a absolument aucun mandat. C'est un budget qui tente de changer radicalement les règles du jeu que les Canadiens ont suivies jusqu'ici. C'est un budget qui modifie les accords dont les Canadiens se sont inspirés pour planifier et construire. C'est une façon d'agir illégitime pour un gouvernement. Si les ministériels n'ont pas le courage de le retirer, ils devraient avoir le courage de demander directement à la

population canadienne un mandat pour présenter le budget qu'ils essayent de lui imposer.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Nous serions ravis s'ils acceptaient cette suggestion, mais il y a une solution encore plus simple: les députés n'ont tout simplement qu'à accepter cette motion très claire. Elle permet au ministre de reconnaître qu'en effet, les erreurs commises sont en fait beaucoup plus nombreuses qu'il ne l'avait admis en décembre dernier, d'avouer que le budget est mauvais, que la population canadienne a dit ce qu'elle en pensait et qu'il va le retirer. Voilà ce que le gouvernement devrait faire s'il se soucie des intérêts du peuple canadien. J'espère sincèrement que c'est ce que le gouvernement et la Chambre des communes vont faire aujourd'hui.

Des voix: Bravo!

● (1530)

M. Nielsen: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. J'espère que le chef du Nouveau parti démocratique (M. Broadbent) m'excusera de l'interrompre mais, sauf erreur, lorsque madame le Président occupait le fauteuil et cherchait un co-motionnaire, en dépit de mes gestes endiablés, elle a noté que la motion du très honorable chef de l'opposition a été appuyée par le député d'Etobicoke-Centre. Du consentement de la Chambre, j'aimerais qu'on corrige le compte rendu de façon que mon nom y figure comme étant le co-motionnaire de la motion.

M. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur l'Orateur, avant l'ajournement de Noël et lorsque le débat budgétaire a commencé il sautait aux yeux de tous les Canadiens, en dehors des Communes en tout cas, que nous traversons une crise économique. Il est devenu encore plus évident durant le congé que la crise n'était pas seulement réelle et grave, mais qu'elle empirait. Au cours des dernières 48 heures, nous avons entendu les réponses du premier ministre (M. Trudeau) aux Communes, les Canadiens ont pris connaissance du discours que le ministre des Finances (M. MacEachen) a prononcé à Toronto et nous l'avons entendu répondre à des questions à la Chambre aujourd'hui; il est clair aussi que, ou le gouvernement du Canada n'est pas au courant de la crise ou il ne s'en soucie pas. En fait, j'irais jusqu'à dire que je soupçonne les deux d'être vrais.

Si je puis exprimer un point de vue personnel au sujet de la crise actuelle, l'aspect qui me trouble le plus est l'effet qu'elle a sur les hommes et les femmes qui aspirent à la dignité humaine que seul le travail peut procurer. Si une vérité est constante dans toute l'histoire de l'humanité, c'est qu'à toutes les époques les hommes et les femmes ont senti psychologiquement le besoin, quoi qu'en disent les théoriciens, de se valoriser à leurs propres yeux en contribuant d'une façon ou d'une autre non seulement à leur propre bien-être économique, mais à celui de leur famille et de leur collectivité.